

## REVUE DE PRESSE | Février 2019

L'Europe a tout intérêt à être le moteur dans la lutte contre le réchauffement

Publié le 20/02/2019

Par *La Croix*

<https://www.la-croix.com/Economie/Monde/L'Europe-tout-interet-etre-moteur-lutte-contre-rechauffement-2019-02-20-1201003823>

À l'approche des élections européennes, le laboratoire d'idées La fabrique écologique propose huit mesures concrètes pour renforcer les politiques climatiques de l'UE.

Entretien avec Géraud Guibert, président de La fabrique écologique (1), qui analyse les forces et les faiblesses de l'Europe dans ce domaine.

La Croix : L'Europe est-elle un bon échelon pour agir sur le climat ?

Géraud Guibert : Oui. D'abord, parce que les pays européens ont tous une population dense, qui les rend sensibles aux enjeux du climat : le rapport à la nature, les questions de pollution, de pics de chaleur, etc. Cette densité est aussi un avantage pour mettre en œuvre des solutions, comme les réseaux de transports en commun, par exemple. Or à l'échelon européen, les économies de la zone dispose de vrais atouts industriels pour engager la transition écologique : voitures propres, haute performance des logements, énergies renouvelables, etc.

Sur le solaire, la Chine a pris une vraie avance...

G. G. : C'est vrai, mais même lorsque l'UE n'est pas leader, elle tire son épingle du jeu, car développer ces énergies offre un gisement d'emplois. Bref, elle a tout intérêt à être moteur dans la lutte contre le réchauffement, ce qu'elle fait d'ailleurs, notamment sur la scène mondiale. L'UE a ainsi apporté sa force diplomatique à la France pour aboutir à l'accord de Paris, qui est une réussite incontestable. On peut aussi saluer les objectifs ambitieux qu'elle s'est fixés (baisse des émissions de gaz à effet de serre, part des renouvelables dans la production d'énergie, économies d'énergie) qu'elle est en passe d'atteindre en 2020, au moins pour les deux premiers.

La fabrique écologique propose huit mesures concrètes pour renforcer l'action climatique de l'UE (lire ci-dessous). C'est donc que tout ne va pas si bien...

G. G. : Bien sûr. En 2017, les émissions européennes sont repartiées à la hausse... En outre, l'UE ne semble pas sur la bonne trajectoire pour réduire ses émissions de 40 % en 2030 comme elle s'y est engagée. À l'échelon européen, il manque des outils de contrôle. D'où notre proposition n° 4 : instaurer une procédure de surveillance renforcée pour garantir le respect des trajectoires carbone. Autrement dit, s'inspirer de la procédure prévue quand le déficit budgétaire dépasse 3 % du PIB d'un pays. Si un État membre dévissait dans ses émissions carbone, il serait convoqué, contraint de présenter un plan alternatif, et pourrait subir des sanctions financières.

Vous proposez également un grand plan d'investissement consacré au climat. Que pensez-vous du « pacte financier » lancé mardi 19 février par Pierre Larrourou et Jean Jouzel ?

G. G. : Je me réjouis de la mobilisation autour de ces questions. L'investissement est absolument crucial pour favoriser la transition. L'idée de ce pacte est donc une contribution utile. Cependant, il risque d'achopper sur des règles très ancrées dans l'UE : d'une part, la Banque centrale européenne se refuse à privilégier un secteur sur un autre ; d'autre part, le pacte prévoit un impôt supplémentaire de 5 % sur les bénéfices des entreprises, un domaine, la fiscalité, qui requiert aujourd'hui l'unanimité des États membres.

De façon plus générale, le nécessaire consensus des États est-il un frein pour l'action climatique ?

G. G. : Oui. D'autant que la dépendance aux énergies fossiles n'est pas la même d'un pays à l'autre. En Pologne, l'électricité dépend encore à 70 % du charbon... une filière qui emploie 120 000 personnes. D'où une autre idée proposée par la fabrique écologique, celle d'un fonds structurel spécifique pour la reconversion. La crise des gilets jaunes nous rappelle à quel point il est important d'accompagner ceux qui, à court terme, seront les perdants de la transition écologique.

## Huit propositions « concrètes et applicables à court terme »

1. Un plan d'investissement de l'UE explicitement consacré au climat.
2. Un « filet de sécurité carbone » permettant aux pays européens de se défendre en matière de politique commerciale extérieure face aux pays les « moins-disants » sur le plan climatique.
3. La création d'un fonds structurel spécifique « climat », dédié à la reconversion des filières les plus émettrices en CO<sub>2</sub> (charbon, etc.).
4. Une procédure de surveillance renforcée pour garantir le respect des trajectoires carbone.
5. La taxation forfaitaire du kérosène pour les vols intra-européens.
6. La mise en place d'un référendum d'initiative populaire européen encadré.
7. La création, sous l'égide du parlement européen, d'un comité indépendant de sages pour lutter contre les conflits d'intérêts lorsque la santé publique est en jeu (homologation des pesticides, etc.).
8. Un étiquetage sur la durée de vie des produits électriques et électroniques.

# Les propositions pour l'Europe de La Fabrique Écologique

Publié 19/02/2019

Par *Journal de l'environnement*

<http://www.journaldelenvironnement.net/article/les-propositions-pour-l-europe-de-la-fabrique-ecologique,96235>

Le think tank la Fabrique écologique publie 8 propositions environnementales pour nourrir le prochain débat électoral. *Un article de notre partenaire le Journal de l'Environnement.*

Parce qu'ils peinent à produire leurs programmes politiques, les partis politiques s'approvisionnent souvent dans les recueils des think tanks. Les listes souhaitant verdir leur catalogue de promesses pourront s'inspirer des derniers travaux de la Fabrique écologique.

Ce mardi 19 février, la boîte à idées présidée par Géraud Guibert a présenté ses propositions environnementales pour l'Union européenne. Une façon d'écrire un autre récit européen, «car l'idée que l'Europe, c'est la paix, ça ne prend plus», se désole Thierry Libaert, vice-président.

Dans la foulée de l'économiste Pierre Larouturrou, La Fabrique propose ainsi de lancer un plan d'investissement «explicitement dédié au climat». «Cela peut ressembler à ce que proposent de nombreux économistes, concède Géraud Guibert. Mais peu importent les modalités: il faut le faire.»

## Taxe carbone aux frontières

Les experts de la Fabrique préconisent aussi de préserver l'ambition climatique communautaire, en protégeant les entreprises de l'UE par un «filet de sécurité carbone». «L'Europe pourrait mettre en œuvre des mécanismes qui éviteraient que des concurrents issus de pays ne respectant pas l'accord de Paris bénéficient d'un avantage concurrentiel sur leurs compétiteurs européens», indique l'ancien Fabusien. En clair, que les 27 se dotent d'une taxe carbone aux frontières, projet régulièrement évoqué depuis le quinquennat de Nicolas Sarkozy.

Sur le modèle du budget des États, la Fabrique préconise l'instauration d'une procédure de surveillance renforcée en cas de non-atteinte par les États membres de leurs objectifs climatiques. «La Commission pourrait contraindre les États à prendre des mesures complémentaires. Elle pourrait éventuellement les sanctionner si ce programme supplémentaire s'avérait insuffisant», précise l'ancien élu rouennais.

Le sujet monte, notamment aux Pays-Bas où il est soutenu par le gouvernement. Fort logiquement, la Fabrique s'en empare et propose la taxation forfaitaire du kérosène pour les vols intracommunautaires. «C'est une mesure totalement applicable, qui n'est pas contraire à la convention de Chicago», estime l'ancien délégué à l'environnement du PS.

## Référendum d'initiative populaire européen

Surfant sur la vague des Gilets jaunes, la Fabrique propose la mise en place d'un référendum d'initiative populaire européen «avec un encadrement rigoureux et des dispositions facilitant la mise aux voix de propositions concrètes pour lutter contre le changement climatique et protéger la biodiversité».

Plus discutée est l'idée de constituer un «comité indépendant de sages». Une sorte de cour suprême ayant la capacité juridique de casser une décision entachée d'illégalité.

Last but not least, l'Europe pourrait aussi instaurer une information sur la durée de vie estimée des produits électriques et électroniques. «Une autre façon de remettre le consommateur au centre de la politique.»